



N° 1-2/01 - NOVEMBRE 2001

15ème année

ISSN 0988-3266

## RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

### L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES FRANÇAISES ET LEURS ÉCARTS DE PERFORMANCES ÉCONOMIQUES : DES SITUATIONS CONTRASTÉES DANS UNE HYPOTHÈSE DE BAISSÉ DU PRIX DU LAIT

#### 1 - Objet de la recherche <sup>1</sup>

La maîtrise des volumes de production et les mécanismes de prix garantis permettent aux exploitations laitières européennes de bénéficier, depuis la mise en œuvre des quotas laitiers en 1984, d'un cadre politique relativement stabilisé. La limitation quantitative de l'offre et l'augmentation de la productivité du travail ont conduit à une forte diminution du nombre de producteurs, à une diversification des exploitations (viande bovine, céréales, hors sol) et au développement rapide des formes sociétaires. L'évolution du secteur laitier s'est également caractérisée par un recul significatif du cheptel de vaches laitières (sous l'effet de l'augmentation des rendements laitiers), par une amélioration de la qualité du lait et par une valorisation accrue des produits via les industries de transformation. Le mouvement de concentration géographique de la production laitière au sein des Etats membres a été moins rapide en France que dans la plupart des pays du Nord (Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni). Cela s'explique par l'inexistence d'un marché des droits à produire et par l'attribution gratuite, aux producteurs jugés prioritaires (jeunes agriculteurs et éleveurs situés en zone de montagne), des références laitières dégagées par les cessations d'activité (Barthélemy, David, 1999). La politique nationale d'accompagnement des départs à la retraite a néanmoins permis une restructuration rapide du secteur (ONILAIT, 1999 et 2001). Celle-ci n'a cependant pas entraîné un mouvement d'homogénéisation des structures : la diversité des systèmes de production reste très importante et les écarts de performances économiques sont toujours aussi fortement contrastés.

Suite aux mesures prises lors du conseil européen de Berlin, de nombreuses incertitudes pèsent actuellement sur l'avenir du mode de régulation de l'Organisation commune de marché (OCM) du lait. La Commission européenne et les Etats membres réfléchissent à l'oppo-

rtunité de supprimer, à terme, les quotas laitiers pour renforcer la compétitivité de l'Union sur les marchés mondiaux et répondre aux attentes de certains Etats membres maintenus dans une situation de sous-approvisionnement. Les décideurs français et une grande majorité d'éleveurs se montrent favorables au maintien d'une politique de contingentement. Les droits à produire et la gestion départementale de leur mode d'affectation permettent, selon eux, de garantir une répartition territoriale équilibrée de l'offre et le maintien en activité d'exploitations économiquement fragiles ou de dimension économique modeste. Dans un contexte où la croissance observée des flux internationaux de produits laitiers a peu profité à l'Union au cours des dix dernières années, ils garantissent également une bonne maîtrise des dépenses budgétaires (les dépenses relatives à l'OCM lait représentent désormais moins de 8 % du budget du FEOGA).

Une réflexion sur l'avenir de l'OCM lait implique une connaissance précise de la réalité structurelle, économique et financière du secteur productif de façon à mieux anticiper sur la capacité d'adaptation de différentes catégories d'exploitations laitières et sur leurs positionnements relatifs face à une éventuelle libéralisation accrue du secteur (baisse partiellement compensée du prix d'intervention, suppression des quotas avec pression à la baisse sur le prix). Dans ce sens, il est proposé en s'appuyant sur les données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) de 1999, de rendre compte de la grande diversité des exploitations laitières françaises en fonction de plusieurs paramètres (systèmes de production, performances économiques, taille, localisation). L'impact sur le résultat courant d'une baisse non compensée du prix du lait de 10 % <sup>2</sup> est également mesuré sur chaque case typologique générée, de façon à rendre compte de la capacité de résistance des exploitations à une compensation partielle des baisses de prix d'intervention.

<sup>1</sup> Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un contrat d'étude entre l'INRA de Nantes et l'ONILAIT pour la période 2001-2002. Une analyse comparative des exploitations laitières européennes sera conduite prochainement.

<sup>2</sup> Le taux de réduction, utilisé à titre d'exemple pour le calcul, serait très vraisemblablement insuffisant pour permettre à l'Union européenne de se positionner au niveau des prix pratiqués par certains grands pays exportateurs (Australie, Nouvelle-Zélande). Cette baisse est, dans un contexte d'ajustement entre prix d'intervention et prix de marché, proche de ce qui pourrait potentiellement survenir suite aux mesures prises dans l'accord de Berlin pour la période 2005-2008 (diminution de 15 % du prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait écrémé, compensée à hauteur d'environ 50 à 60 % par des aides directes).

## 2 - Outils et méthode

Ce travail s'appuie sur les données du RICA, outil statistique du ministère de l'Agriculture, construit et calibré pour être représentatif des exploitations agricoles professionnelles conformément au règlement communautaire. Les exploitations dites "laitières" correspondent à l'ensemble des exploitations agricoles ayant plus de cinq vaches laitières. Contrairement aux approches privilégiant les orientations technico-économiques (OTEX) n°41 (Bovins lait) et n°43 (Bovin lait, élevage et viande), le choix opéré ici permet de regrouper en un seul type l'ensemble de la production nationale de lait. Plusieurs segmentations de la population globale (132 000 unités productrices de lait) sont envisagées de façon isolée ou cumulative. Elles concernent notamment l'importance du quota laitier, la localisation géographique (Plaine / Montagne), le système de production (degré de spécialisation pour l'activité laitière) et le niveau de performance économique des exploitations. Pour ces deux dernières segmentations, les choix opérés sont présentés ci-après.

### *Une typologie (SEB2) pour identifier les combinaisons productives*

La répartition des exploitations laitières selon différents systèmes de production est réalisée selon une typologie mise au point dans le cadre d'une collaboration avec l'ONILAIT (Quinqu, Maillard, 2000). Intitulée "SEB2" (Système d'Élevage Bovin), cette typologie est construite à "dire d'expert" sur la base de trois critères : la dimension économique de l'exploitation, son orientation technico-économique (OTEX) et la composition de son cheptel. Trois grandes catégories sont ainsi identifiées :

1) **Les petites exploitations laitières** : il s'agit des unités ayant une marge brute standard <sup>3</sup> (MBS) inférieure à 20 unités de dimension économique (UDE), soit l'équivalent de 300 000 francs de chiffre d'affaires.

2) **Les exploitations laitières spécialisées** : il s'agit des unités ayant une MBS supérieure à 20 UDE et qui se retrouvent dans les OTEX n°41 (Bovins lait) et n°43 (Bovin lait, élevage et viande). Cette catégorie est scindée en trois systèmes de production : les unités très spécialisées (celles relevant de l'OTEX n°41) ; les unités lait-viande avec vaches allaitantes (celles relevant de l'OTEX n°43 et ayant plus de cinq vaches allaitantes) ; les unités lait-viande sans vaches allaitantes (celles relevant de l'OTEX n°43 et ayant moins de cinq vaches allaitantes).

3) **Les exploitations laitières diversifiées** : il s'agit des unités ayant une MBS supérieure à 20 UDE et qui n'appartiennent pas aux OTEX n°41 et n°43. Quatre systèmes de production sont identifiés : les exploitations avec élevage et cultures : celles relevant des OTEX n°60 (polyculture), n°71 (polyélevage à orientation herbivore) et n°81 (grandes cultures et herbivores) ; les exploitations avec hors sol : celles relevant des OTEX n°50 (granivores) et n°72 (polyélevage à orientation granivore) ; les exploitations avec grandes cultures : celles relevant des OTEX n°13 et 14 (céréales et grandes cultures). Les exploitations ayant une autre diversification (ensemble des autres).

### *Une classification en cinq classes dites "de performances économiques"*

Les recherches conduites depuis plusieurs années sur les agriculteurs en difficulté financière (Blogowski et al., 1995) soulignent l'ampleur des différences de résultats économiques entre les entreprises agricoles. Ces différences, cumulées sur plusieurs années, se traduisent par des situations financières contrastées, avec une forte rentabilité pour certaines et un état proche de la défaillance pour d'autres. En économie de marché, la performance économique d'une entreprise agricole mesure sa capacité à affronter la concurrence vis-à-vis des autres unités produisant les mêmes biens. Elle est toujours relative aux résultats obtenus par les autres entreprises, voisines géographiquement ou plus éloignées mais présentes sur le même marché européen. Cette capacité concurrentielle, qui évolue dans le temps, en fonction des innovations mises en œuvre et des investissements réalisés, traduit à la fois l'efficacité technique de l'entreprise et son positionnement tant à l'achat qu'à la vente par rapport aux prix des facteurs et des produits.

La méthode proposée permet de hiérarchiser la performance économique des exploitations laitières selon cinq classes. Elaborée "à dire d'experts" pour être facilement applicable sur les bases de données des Centres de Gestion, cette méthode valorise quatre ratios économiques, intervenant chacun pour un poids identique. Les ratios utilisés se révèlent être assez indépendants les uns des autres et se situent à différents niveaux de l'analyse d'un compte de résultat et d'un bilan : r1) valeur ajoutée brute / production agricole ; r2) annuités / excédent brut d'exploitation (EBE) ; r3) résultat net d'exploitation (RNE = résultat courant - charges sociales de l'exploitant) / unité de travail agricole familial) ; r4) autofinancement net (= EBE - annuités - charges sociales de l'exploitant - prélèvements familiaux) / actif total.

Pour ces quatre ratios, la valeur observée dans chaque exploitation laitière est comparée à la valeur médiane de l'ensemble des exploitations laitières françaises (les valeurs médianes sont les suivantes : r1 = 35,2 % ; r2 = 30,1 % ; r3 = 75 600 francs ; r4 = 1,1 %). Chaque exploitation (j) obtient une note (N<sub>j</sub>) correspondant à la somme des notes (n<sub>ij</sub>) caractérisant l'exploitation (j) par rapport à la médiane (M) de chacun des quatre ratios (r<sub>i</sub>). La note est égale à zéro quand la position est défavorable (n<sub>ij</sub> = 0 si r<sub>ij</sub> ≤ M<sub>ri</sub>) et égale à un quand elle est favorable (n<sub>ij</sub> = 1 si r<sub>ij</sub> > M<sub>ri</sub>)<sup>4</sup>. Un cumul des notes (N<sub>j</sub> = Σ n<sub>ij</sub>) est réalisé pour chaque exploitation ce qui permet d'identifier cinq classes dites de performances économiques : Très Faible [N<sub>j</sub> = 0] ; Faible [N<sub>j</sub> = 1] ; Moyenne [N<sub>j</sub> = 2] ; Elevée [N<sub>j</sub> = 3] ; Très Elevée [N<sub>j</sub> = 4].

## 3 - Principaux résultats

Du fait de la forte hétérogénéité des structures et des écarts de performances économiques, les exploitations laitières françaises ne sont pas toutes capables d'affronter, avec la même force, la réforme prévue dans le cadre de l'Agenda 2000 ou une libéralisation accrue du marché des produits laitiers.

<sup>3</sup> La marge brute standard (MBS) d'une exploitation correspond à une estimation de sa valeur ajoutée potentielle. Elle est déterminée en appliquant des coefficients, variables selon les régions, aux unités physiques de production (superficie et cheptel). La MBS se mesure en Unité de dimension économique (1 UDE = 1200 euros).

<sup>4</sup> Pour l'indicateur de charge de la dette (Annuités/EBE), la position favorable de l'entreprise correspond à une note inférieure à la médiane (n<sub>ij</sub> = 1 si r<sub>ij</sub> < M<sub>ri</sub>).

### *Près de 50 % des exploitations laitières françaises sont petites ou assez fortement diversifiées*

Les 24 800 petites unités, qui ont une forte spécialisation en production laitière (les trois quarts du chiffre d'affaires proviennent du lait), ne réalisent que 9 % de la production nationale de lait (exprimée en valeur). Extensives et de statut individuel (99 %), elles représentent près de la moitié des exploitations laitières de montagne. Avec une dimension économique réduite (97 000 kg de quota laitier) et un faible taux d'endettement, elles dégagent un résultat courant moyen de 82 000 francs (tableau 1). Les aides directes, qui proviennent pour moitié des mesures liées au développement rural (indemnités compensatoires de handicaps naturels et primes au maintien des systèmes d'élevage extensif), représentent environ la moitié du résultat courant. Malgré une bonne valorisation des produits laitiers dans certaines zones par l'intermédiaire de la filière fromage (Jura, Alpes, etc.), le ratio d'efficacité productive ("valeur ajoutée / production agricole") n'est que légèrement supérieur à la moyenne des exploitations laitières.

Les 65 100 unités spécialisées assurent 55 % de l'offre nationale de lait. Relevant pour 30 % d'entre elles d'une structure sociétaire, elles sont localisées pour 80 % en plaine. Avec 66 hectares et 39 vaches laitières, elles ont un niveau d'intensification des superficies fourragères inférieur à celui observé dans la plupart des pays d'Europe du Nord. Avec une production agricole moyenne de 668 900 francs (dont les deux tiers en provenance du lait) et 34 % de taux d'endettement, elles dégagent un résultat courant de 180 100 francs. Les 50 200 unités très spécialisées se distinguent des autres unités par un quota laitier plus important et une moindre intensification. Du fait de leur niveau élevé de spécialisation pour l'activité laitière, elles sont particulièrement sensibles aux fluctuations du prix du lait. Dans l'hypothèse où celui-ci baisserait de 10 %, ces exploitations subiraient une baisse moyenne de leur résultat courant de 26 % (soit - 48 600 francs).

Les 42 100 exploitations laitières diversifiées ont une plus forte mobilisation de main-d'œuvre, une plus grande dimension économique et un niveau plus élevé d'intensification que les unités spécialisées. Relevant pour plus de la moitié d'entre elles de formes sociétaires, elles sont localisées essentiellement en plaine. En étant plus endettées et moins efficaces dans la valorisation des consommations intermédiaires, elles dégagent un résultat net par emploi familial comparable à celui des unités spécialisées. Elles sont, en revanche, moins sensibles (proportionnellement au revenu) à une baisse non compensée du prix du lait. Les 5 600 exploitations laitières diversifiées vers les activités hors sol ont une marge brute standard élevée, un endettement conséquent et un résultat courant 1999 exceptionnellement atténué par la faiblesse des cours en production porcine. Avec en moyenne 125 hectares (dont un cinquième de surfaces fourragères), les 4 100 exploitations diversifiées en grandes cultures sont très dépendantes des aides directes et ont un résultat courant supérieur aux autres.

### *Des exploitations laitières fragiles économiquement dans chaque système de production*

Près de 24 000 exploitations laitières ont une performance économique jugée "Très Faible" et 22 000 ont une performance économique jugée "Très Elevée" (tableau 2). Les exploitations de ces deux classes extrêmes ont, en moyenne, une disponibilité en main-d'œuvre, une dimension économique (superficie, cheptel, quota laitier) et un

montant d'aides directes proches. Elles ont, en revanche, des résultats économiques très fortement contrastés en termes d'efficacité productive (le ratio "valeur ajoutée brute / production agricole" passe de 20 % à 45 %), de poids de l'endettement (le ratio "annuités / EBE" est respectivement de 73 % et 17 %), de résultat net d'exploitation par actif familial (12 600 francs contre 142 300 francs) et d'autofinancement net (le ratio "autofinancement net / total bilan" est respectivement de -6 % et de +8 %).

Dans l'hypothèse d'une baisse du prix du lait payé aux producteurs équivalente à 10 %, la réduction du résultat courant serait, en valeur relative, supérieure à 50 % pour 15 % des exploitations laitières et inférieure à 10 % pour 8 % d'entre elles. Les exploitations très performantes enregistreraient une baisse moyenne de résultat courant de 16 % (soit -43 300 francs) contre 60 % (soit -34 000 francs) pour les unités très faiblement performantes.

Les différents types d'exploitations laitières sont répartis selon les classes de performances économiques (tableau 2). Parmi les petites exploitations laitières, la performance économique est jugée "Très Faible" pour 4 800 d'entre elles et "Très Elevée" pour 3 200 autres. Ces dernières dégagent un résultat net par emploi familial de 108 300 francs avec un quota laitier modeste, mais une forte efficacité productive et un endettement limité. Dans l'hypothèse d'une baisse du prix du lait de 10 %, ces exploitations enregistreraient une baisse de résultat courant moins préjudiciable (-24 700 francs, soit -17 %) que celle des unités spécialisées ou diversifiées faiblement performantes (respectivement -59 % et -58 %).

La répartition des exploitations laitières et de la production nationale de lait dans une grille typologique croisant systèmes de production et classes de performances économiques souligne la fragilité potentielle de certaines catégories de structures à une baisse de prix du lait. Les classes dites "Faible et Très Faible" regroupent 34 % de la production nationale de lait contre 42 % pour celles répertoriées dans les classes "Elevée et Très Elevée".

### *Des exploitations performantes avec un quota laitier modeste*

Parmi l'ensemble des exploitations laitières françaises, 40 % disposent d'un quota laitier inférieur à 150 000 kg (pour 22 % des volumes de lait produits) et 15 % ont un quota supérieur à 300 000 kg (pour 33 % des volumes). Parmi les exploitations ayant un quota laitier inférieur à 150 000 kg (tableau 3), 9 100 sont considérées comme très performantes. Avec une production agricole limitée mais une forte efficacité productive (Kroll, 1999), elles dégagent un résultat net d'exploitation par emploi agricole familial largement supérieur à la moyenne des exploitations laitières françaises. Dans ces exploitations, une baisse non compensée du prix du lait de 10 % entraînerait une diminution moyenne du résultat courant de 12 % (soit -22 000 francs) contre 76 % (soit -82 400 francs) pour les exploitations laitières très faiblement performantes à haut niveau de quota (plus de 300 000 kg).

### *Plus de 6 000 exploitations laitières très performantes en montagne*

Près de 30 000 exploitations laitières sont situées en montagne (cette appellation couvre également la haute montagne et le piémont) et 102 000 en plaine (tableau 4). Les exploitations de montagne se caractérisent, en moyenne, par une plus forte spécialisation pour l'activité laitière, une plus faible dimension économique et une

moindre intensification des superficies fourragères (Grosrey, 2001). Elles dégagent un résultat net par actif agricole familial inférieur d'environ 20 % aux unités de plaine malgré une meilleure efficacité productive (liée en partie à une meilleure valorisation des produits par l'intermédiaire des filières fromagères) et un taux d'endettement nettement inférieur.

Ces résultats moyens ne doivent pas masquer l'existence d'une grande diversité de situation au sein de chacune des zones. Les 6 300 exploitations laitières performantes de montagne bénéficient, avec un quota laitier modeste, de résultats économiques et financiers satisfaisants comparativement à de très nombreuses exploitations de plaine. En montagne, notamment, la sensibilité des exploitations laitières à une baisse de prix du lait sera également influencée par la capacité des filières de transformation à maintenir un différentiel important entre le prix de marché payé aux producteurs et le prix d'intervention (sur le beurre et la poudre de lait).

#### 4 - Conclusion

Au regard de cette analyse, les exploitations laitières françaises ne sont donc pas toutes disposées de la même manière pour faire face aux prochaines réformes de la politique agricole commune et à une libéralisation accrue du secteur laitier (Guesdon et al., 2001). L'impact sur le revenu d'une baisse du prix du lait donne un premier élé-

ment de cadrage intéressant, mais il ne constitue pas, à lui seul, un indicateur suffisant pour mesurer la capacité de résistance des exploitations. Cette notion est beaucoup plus complexe. Elle résulte de l'imbrication de nombreux autres paramètres (parfois difficilement accessibles à partir des bases de données disponibles), tels que le revenu du ménage (une part croissante des conjoint(e)s exerce une activité professionnelle en dehors de l'exploitation) ou le cycle de vie de l'entreprise (les unités en phase de décapitalisation sont plus résistantes à court terme que celles en phase de croissance).

Dans un contexte où les aides directes sont amenées à jouer un rôle croissant dans la formation du revenu des producteurs de lait, cette analyse montre que la compétence technique de l'exploitant, la stratégie d'investissement et la rationalité interne du système de production resteront des éléments majeurs de la capacité concurrentielle des exploitations et de leur pérennité. Elle indique également que la compétitivité ne doit pas être uniquement appréhendée sur la base de critères tels que la productivité du travail, la dimension économique ou le résultat courant. Parallèlement aux évaluations relatives à l'OCM lait, qui seront faites pour l'examen à mi-parcours de la réforme de la PAC (2003), cette analyse doit interroger les pouvoirs publics et les organisations professionnelles sur la nature des choix à entreprendre à plus long terme.

Vincent Chatellier, INRA - UMR EDRA Nantes  
vchatel@nantes.inra.fr

#### Pour en savoir plus

**Barthélemy, D. ; David, J. (1999).** *L'agriculture européenne et les droits à produire*. INRA Editions, 434 p.

**Blogowski, A. ; Colson, F. ; Chatellier, V. (1995).** *Pour mieux comprendre les difficultés financières des exploitations agricoles*. Agreste - Analyses et études, 23, pp 3-8.

**Colson, F. ; Chatellier, V. (1999).** La nouvelle réforme de la PAC (Agenda 2000) : baisse modérée des revenus et accroissement des aides directes pour les producteurs français de viande bovine. *INRA Productions Animales* 12 (3), pp 169-180.

**Grosrey, L. (2001).** *Le secteur laitier des Alpes du Nord : implications de deux décennies de contingentement et situation actuelle des exploitations laitières*. Mémoire ENESAD, 74 p.

**Guesdon, J.-C. ; Bontron, J.-C. ; Bourgeois, L. ; Chatellier, V. ; Perrot, C. ; You, G. (2001).** Elevage bovin : prospective 2020. *Chambres d'Agriculture*, 897, avril, pp 11-38.

**Kroll, J.-C. (1999).** Performances économiques et aides publiques en production laitière : quels enjeux pour l'emploi. *Economie Rurale*, 253, pp 42-50.

**Onilait (1999).** Les exploitations laitières françaises. *Cahiers de l'ONILAIT*, 14, 73 p.

**Onilait (2001).** Eléments de réflexion sur l'avenir de la production laitière française. *Cahiers de l'ONILAIT*, 22, 157 p.

**Quinqu, M. ; Maillard, L. (2000).** *Dynamiques et perspectives des exploitations laitières françaises et européennes sur la période 1997-2007*. Contrat INRA de Nantes - ONILAIT, 58 p.

**Tableau 1 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières françaises**  
Analyse selon les systèmes de production (typologie SEB2)

	Petites	Spécialisées				Diversifiées					Total
		Très spécialisées	Lait viande avec VA	Lait viande sans VA	Total	Elevage et cultures	Hors sol	Grandes cultures	Autres	Total	
Nombre d'exploitations agricoles	24 800	50 200	10 000	5 000	65 100	30 100	5 600	4 100	2 300	42 100	132 000
Unités de travail agricole	1,35	1,67	1,67	1,54	1,66	1,99	2,23	2,07	2,28	2,04	1,72
- dont UTA salariées	0,01	0,07	0,06	0,08	0,07	0,18	0,24	0,35	0,35	0,21	0,11
Marge brute standard (en UDE)	15	38	44	44	39	62	85	84	56	67	44
UGB herbivores	31	75	105	86	81	74	56	47	65	68	67
Vaches laitières	19	42	27	35	39	38	34	28	26	36	34
Quota laitier (kg)	97 000	229 000	140 000	197 000	213 000	230 000	213 000	178 000	153 000	218 000	193 000
UGB herbivores / Ha de SFP	1,11	1,48	1,51	1,91	1,52	1,68	1,84	1,73	1,37	1,68	1,52
Superficie agricole utile (ha)	33	62	85	67	66	93	53	125	69	89	67
Superficie de SCOP (ha)	4	11	15	21	12	46	22	89	16	45	21
Production agricole totale (F)	252 400	684 100	587 900	678 800	668 900	937 000	1 618 600	1 027 300	762 800	1 027 200	705 000
- dont % de la production laitière	75%	71%	48%	56%	67%	51%	28%	34%	40%	44%	57%
Aides directes (F)	42 500	67 300	120 700	95 000	77 600	152 700	88 000	253 600	101 100	151 000	94 400
Excédent brut d'exploitation (F)	128 600	310 500	300 000	282 800	306 800	420 800	454 400	523 200	329 600	430 100	312 700
Résultat courant avant impôt (F)	82 100	184 100	177 200	145 300	180 100	232 700	168 200	287 300	163 600	225 500	176 200
Aides directes / Résultat courant (%)	52%	37%	68%	65%	43%	66%	52%	88%	62%	67%	54%
Valeur ajoutée / Production (%)	36%	37%	32%	30%	36%	31%	25%	31%	35%	30%	33%
Annuités / EBE (%)	25%	32%	34%	38%	33%	37%	56%	37%	39%	40%	35%
RNE / UTAF (F)	47 400	89 000	83 900	72 200	87 100	94 800	53 800	122 800	64 900	89 700	81 800
AFN / Actif total (%)	1,1%	1,8%	2,6%	2,2%	2,0%	0,4%	-2,1%	0,7%	2,6%	0,1%	1,1%
-10% du prix du lait (impact en F)	-18 900	-48 600	-28 200	-38 000	-44 800	-47 800	-45 300	-34 900	-30 500	-45 200	-40 200
- soit en % du résultat courant	-23%	-26%	-16%	-26%	-25%	-21%	-27%	-12%	-19%	-20%	-23%

Sources : RICA France 1999 / INRA Nantes

**Tableau 2 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon les systèmes de production**  
Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques

	Petites	Spécialisées				Diversifiées					Total
		Très spécialisées	Lait viande avec VA	Lait viande sans VA	Total	Elevage et cultures	Hors sol	Grandes cultures	Autres	Total	
Nombre d'exploitations agricoles	24 800	50 200	10 000	5 000	65 100	30 100	5 600	4 100	2 300	42 100	132 000
Unités de travail agricole	1,35	1,67	1,67	1,54	1,66	1,99	2,23	2,07	2,28	2,04	1,72
- dont UTA salariées	0,01	0,07	0,06	0,08	0,07	0,18	0,24	0,35	0,35	0,21	0,11
Marge brute standard (en UDE)	15	38	44	44	39	62	85	84	56	67	44
UGB herbivores	31	75	105	86	81	74	56	47	65	68	67
Vaches laitières	19	42	27	35	39	38	34	28	26	36	34
Quota laitier (kg)	97 000	229 000	140 000	197 000	213 000	230 000	213 000	178 000	153 000	218 000	193 000
UGB herbivores / Ha de SFP	1,11	1,48	1,51	1,91	1,52	1,68	1,84	1,73	1,37	1,68	1,52
Superficie agricole utile (ha)	33	62	85	67	66	93	53	125	69	89	67
Superficie de SCOP (ha)	4	11	15	21	12	46	22	89	16	45	21
Production agricole totale (F)	252 400	684 100	587 900	678 800	668 900	937 000	1 618 600	1 027 300	762 800	1 027 200	705 000
- dont % de la production laitière	75%	71%	48%	56%	67%	51%	28%	34%	40%	44%	57%
Aides directes (F)	42 500	67 300	120 700	95 000	77 600	152 700	88 000	253 600	101 100	151 000	94 400
Excédent brut d'exploitation (F)	128 600	310 500	300 000	282 800	306 800	420 800	454 400	523 200	329 600	430 100	312 700
Résultat courant avant impôt (F)	82 100	184 100	177 200	145 300	180 100	232 700	168 200	287 300	163 600	225 500	176 200
Aides directes / Résultat courant (%)	52%	37%	68%	65%	43%	66%	52%	88%	62%	67%	54%
Valeur ajoutée / Production (%)	36%	37%	32%	30%	36%	31%	25%	31%	35%	30%	33%
Annuités / EBE (%)	25%	32%	34%	38%	33%	37%	56%	37%	39%	40%	35%
RNE / UTAF (F)	47 400	89 000	83 900	72 200	87 100	94 800	53 800	122 800	64 900	89 700	81 800
AFN / Actif total (%)	1,1%	1,8%	2,6%	2,2%	2,0%	0,4%	-2,1%	0,7%	2,6%	0,1%	1,1%
-10% du prix du lait (impact en F)	-18 900	-48 600	-28 200	-38 000	-44 800	-47 800	-45 300	-34 900	-30 500	-45 200	-40 200
- soit en % du résultat courant	-23%	-26%	-16%	-26%	-25%	-21%	-27%	-12%	-19%	-20%	-23%

Sources : RICA France 1999 / INRA Nantes

**Tableau 3 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon le quota laitier par exploitation**  
Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques

Quota laitier par exploitation Performances économiques	Moins de 150 000 kg			150 000 à 300 000 kg			> 300 000 kg		
	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total
Nombre d'exploitations agricoles	11 500	9 100	55 600	10 000	9 000	55 800	2 500	3 900	20 600
Unités de travail agricole	1,39	1,31	1,43	1,69	1,71	1,70	2,78	2,56	2,60
- dont UTA salariées	0,04	0,02	0,04	0,14	0,06	0,11	0,46	0,23	0,30
Marge brute standard	29	26	27	51	39	45	93	75	83
UGB herbivores	44	50	45	71	69	70	119	126	120
Vaches laitières	19	23	21	35	37	36	63	66	64
Quota laitier (litres)	102 000	103 000	99 600	201 000	203 000	206 700	395 000	410 000	406 800
UGB herbivores / Ha de SFP	1,42	1,28	1,34	1,63	1,55	1,55	1,74	1,66	1,69
Superficie agricole utile (ha)	48	49	48	70	62	68	120	113	118
- dont SCOP (ha)	15	9	12	25	15	22	50	36	45
Production agricole totale (F)	381 200	400 700	375 500	796 900	724 500	752 000	1 585 600	1 368 400	1 464 400
- dont % de production laitière	48%	55%	52%	50%	61%	57%	52%	66%	59%
Aides directes (F)	68 300	67 300	67 600	96 800	74 000	90 500	185 500	156 500	177 200
Résultat courant avant impôt (F)	30 800	183 500	108 100	73 500	277 300	177 200	108 300	480 100	356 900
Aides directes / Résultat courant (%)	222%	37%	63%	132%	27%	51%	171%	33%	50%
Valeur ajoutée / Production (%)	16%	47%	32%	22%	45%	33%	23%	43%	35%
Annuités / EBE (%)	75%	13%	31%	71%	18%	37%	75%	18%	36%
RNE / UTAF (F)	2 700	121 300	58 400	21 900	142 200	83 400	13 900	167 500	117 000
AFN / Actif total (%)	-6%	8%	1%	-5%	7%	1%	-7%	7%	1%
-10% du prix du lait (impact en F)	-18 300	-22 000	-19 800	-39 800	-44 200	-43 200	-82 400	-90 300	-86 700
- soit en % du résultat courant	-59%	-12%	-18%	-54%	-16%	-24%	-76%	-19%	-24%

Sources : RICA France 1999 / INRA Nantes

**Tableau 4 : Caractéristiques moyennes des exploitations laitières selon la localisation (plaine - montagne)**  
Analyse pour les deux classes extrêmes de performances économiques

Localisation Performances économiques	Plaine			Montagne		
	Très Faible	Très Elevée	Total	Très Faible	Très Elevée	Total
Nombre d'exploitations agricoles	21 100	15 700	102 000	2 900	6 300	30 000
Unités de travail agricole	1,66	1,74	1,75	1,68	1,57	1,62
- dont UTA salariées	0,13	0,09	0,13	0,09	0,02	0,04
Marge brute standard	47	46	49	30	27	26
UGB herbivores	63	76	71	64	58	54
Vaches laitières	30	38	36	31	32	29
Quota laitier (litres)	176 500	216 400	208 400	152 700	154 400	139 700
UGB herbivores / Ha de SFP	1,64	1,66	1,64	1,22	1,12	1,13
Superficie agricole utile (ha)	64	68	70	64	61	57
Superficie de SCOP (ha)	25	20	26	9	7	7
Production agricole totale (F)	711 300	784 200	783 100	451 000	509 200	438 400
- dont % de production laitière	48%	59%	55%	67%	71%	69%
Aides directes (F)	94 200	88 500	100 600	78 800	79 500	73 300
Excédent brut d'exploitation (F)	218 900	418 700	336 400	163 100	317 100	231 700
Résultat courant avant impôt (F)	57 800	296 400	187 900	48 900	220 600	135 900
Aides directes / Résultat courant (%)	163%	30%	54%	161%	36%	54%
Valeur ajoutée / Production (%)	20%	44%	33%	21%	47%	38%
Annuités / EBE (%)	73%	17%	37%	77%	14%	26%
RNE / UTAF (F)	12 200	149 400	85 700	14 800	123 200	68 600
AFN / Actif total (%)	-6%	7%	1%	-6%	8%	3%
-10% du prix du lait (impact en F)	-34 500	-46 200	-43 100	-30 300	-36 000	-30 100
- soit en % du résultat courant	-60%	-16%	-23%	-62%	-16%	-22%

Sources : RICA France 1999 / INRA Nantes